

QUEL SOCIALISME POUR LE XXI^e ? Université d'été 2011

Aborder ce sujet est difficile. D'emblée se pose la question des mots, quel nom donner à la société que nous voulons ? Les mots, socialisme, communisme ont été tellement discrédités, vidés de leur contenu que c'est l'idée même d'émancipation possible de l'humanité qui a été remise en cause.

- Le bilan désastreux des expériences historiques de la social démocratie au pouvoir, en Allemagne par exemple, qui a voté les crédits de guerre en 14 et appuyé la boucherie de la 1^{ère} guerre mondiale qui a réprimé la révolution et assassiné les révolutionnaires spartakistes ; mais aussi le bilan très négatif des collaborations gouvernementales en France et ailleurs.
- La dictature stalinienne en URSS et dans les pays de l'Est européen.

Il est donc impossible d'aborder le socialisme que nous voulons avec un projet bien ficelé, clé en main. Marx n'a cessé de dire que le communisme n'est « *ni un idéal imaginaire, ni une création dogmatique* ». Des questions multiples se posent pour lesquelles nous n'avons pas forcément les réponses, ou sur lesquelles les éléments de réponse peuvent diverger entre nous. Mais il est urgent de commencer à en débattre car c'est l'objectif qui soutient nos idées et justifie nos actions, notre programme.

I° CHANGEMENT RADICAL NECESSAIRE, RENVERSEMENT DU CAPITALISME

1^{ère} idée fondamentale inscrite dans les principes fondateurs: « *En finir avec les crises implique d'en finir avec l'exploitation, donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication, qui en constitue la base. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises devront passer sous le contrôle des salariés et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. Libérées de la propriété et de l'appropriation capitalistes, la production et la répartition des richesses pourront bénéficier à la société tout entière. Se nourrir, se chauffer, se loger, se soigner, s'éduquer, se cultiver, se déplacer sont des besoins essentiels qui doivent être garantis pour toutes et tous.* »

C'est-à-dire qu'un changement radical de société ne peut pas se faire sans que la classe ouvrière et l'ensemble des opprimés exproprie la bourgeoisie, prenne le contrôle des moyens de production. Cela implique la mobilisation des salariés et de la population et ne peut s'envisager sans crise révolutionnaire profonde. Pour envisager une autre société il faut qu'à la faveur d'une révolution l'ensemble des classes exploitées s'empare du pouvoir économique et politique. Cela ne se fera sûrement pas en un soir mais à travers un processus révolutionnaire sans doute long avec des ressacs, des avancées, des reculs. La Révolution bourgeoise ne s'est pas faite en un soir. La République a mis 100 ans à s'installer en France !

II) PLUSIEURS IDEES FORCES POUR GUIDER LA PERIODE DE TRANSITION VERS LE SOCIALISME, LE COMMUNISME OU L'ECOSOCIALISME OU NOUVEAU MOT A INVENTER ...

1) L'appropriation sociale

L'objectif est de parvenir à l'appropriation sociale des grands moyens de production, d'échange, de financement et de communication incluant les banques. Cela signifie que les richesses sont restituées à toute la population laborieuse, aux producteurs, contrôlées par eux, et réparties en fonction des besoins de tous. Sans ces richesses et ces moyens matériels, le gouvernement même le plus démocratique ne pourra pas opérer de changements véritables. Le socialisme n'est pas la répartition de la misère. Et toute pénurie entraîne tensions, inégalités, appropriation pour quelques uns au détriment des autres.

En dehors des grands moyens de production, la discussion est ouverte mais il peut coexister des formes de petites propriétés, paysans, commerçants etc ... cela pose le problème de la tendance à une nouvelle accumulation de capitaux dans certaines mains. En tous les cas rien ne peut être imposé contre la volonté des gens concernés. On pourra favoriser toutes les formes de regroupements collectifs, des regroupements d'agriculteurs en s'appuyant d'ailleurs sur ce qui existe déjà car on ne part pas de rien.

2) « La démocratie socialiste autogestionnaire met l'accent non sur l'étatisation de la société mais sur la socialisation du pouvoir »

La démocratie est au cœur de notre projet. Nous devons la repenser en tirant les leçons des échecs du passé, même s'il ne faut pas tout rejeter de ces expériences. Ce nouveau pouvoir des travailleurs, de la population laborieuse ne pourra pas venir d'en haut mais d'en bas.

Ce nouveau pouvoir ne sera pas celui d'un parti qui se substitue à la population. La démocratie ce n'est ni le pouvoir d'un chef – même élu-, ni celui d'une avant-garde éclairée.

Ce nouveau pouvoir pour changer réellement les choses sera l'émanation du peuple en lutte et des organes démocratiques de pouvoir construits pendant et après la révolution. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », phrase de Marx dans le Manifeste reste pour nous à la base de tout ce qui est possible. Des assemblées de quartier, des comités, collectifs d'usines, de villes, réellement représentatifs peuvent élire leurs représentants, se coordonner sur le plan professionnel, interprofessionnel, géographique sur la base d'Unions régionale, nationales, internationales. Cette forme de démocratie directe n'est pas exempte d'écueils et ne va pas de soi.

Véritable pouvoir de décision au peuple

La délégation à des représentants ne veut pas dire qu'on leur donne le pouvoir ; cela veut dire qu'on leur confie une mission en conservant à tout moment la possibilité de les révoquer si on estime qu'ils ne nous représentent plus. C'est le principe de la révocabilité des mandats qui a fonctionné durant la Commune.

Si la classe ouvrière reste la classe fondamentale dans la révolution car elle occupe une place prépondérante dans l'économie industrialisée, elle ne peut à elle seule ni renverser le capitalisme, ni prendre, ni conserver le pouvoir. Elle doit s'allier à d'autres forces sociales elles aussi opprimées par le système, les agriculteurs, petits commerçants, artisans, et tous ceux qui sont marginalisés ou exclus actuellement de l'activité sociale. Il faut reconsidérer la place des agriculteurs, des minorités. Ils devront être associés aux décisions.

Une véritable démocratie est aussi celle où toutes et tous peuvent réellement participer, tous les étrangers vivant dans le pays étant citoyens à part entière et donc électeurs. Il ne s'agit pas non plus d'organiser les producteurs d'un côté et les consommateurs de l'autre. Des rencontres régulières seront nécessaires sur certains sujets qui leur sont communs.

Le respect de la diversité est fondamentale. La démocratie est un système qui garantit les libertés individuelles et collectives et donc le libre épanouissement de l'individu.

Vivre ensemble ne signifie pas uniformisation culturelle, politique ou religieuse.

Pas seulement le pouvoir pour le peuple d'exprimer son avis, ses souhaits mais un vrai pouvoir de décider et de contrôler les décisions.

Le problème est comment ? L'organisation pyramidale de représentants révocables, élus dans les assemblées représentatives, impliquant la fusion des pouvoirs exécutif et législatif présente le danger d'une concentration des pouvoirs. Par contre une séparation de ces pouvoirs par le biais de différentes institutions représentatives élues ouvre la brèche pour les adversaires de la révolution de dessaisir les organes de pouvoir populaires de leur pouvoir de contrôle et de décision.

A débattre.

Comment éviter le danger de bureaucratisation ?

C'est un réel problème dont on a vu les effets dévastateurs en URSS. On le retrouve dans les syndicats et les « dangers professionnels du pouvoirs » analysés par Racovsky » sont toujours à méditer. Contre elle il n'y a pas de remède miracle. Il existe toutefois des moyens d'y résister : l'autoorganisation, la liberté d'expression, le pluralisme politique, la révocation des mandats, la suppression des privilèges sociaux et des inégalités de revenus ...

Garantir les libertés démocratiques : durant toute la phase transitoire il existera encore de multiples contradictions dans la société, des secteurs privés coexistant avec des secteurs publics. Extrait des principes fondateurs :

« A la lumière de l'expérience historique, l'indépendance des syndicats et des mouvements sociaux envers l'Etat et les partis, la liberté de la presse, la liberté en art, l'autonomie de la justice, la garantie du pluripartisme, le droit à l'autodétermination des nationalités sont autant de principes fondamentaux. » Il en va de même des droits des minorités opprimées et l'importance de maintien d'organisation de défense des droits des femmes, des étrangers, des homosexuels, des problèmes d'environnement, culturels, etc... »

Danger de bureaucratisation : Le rôle de l'Etat, maintien ou extinction ? Planification ou pas ?

- Les fonctions coercitives de l'Etat dans la société socialiste n'existeront plus dans la mesure où les conflits de classe eux-mêmes auront disparu. L'ancien appareil d'Etat hypertrophié tel qu'il existe actuellement, qui a pour tâche de maintenir la domination et l'exploitation d'une classe sur une autre, sur les plans politiques, économiques, idéologiques aura disparu.

Dans ce sens on peut reprendre la vieille formule de Marx, Engels, Lénine d'extinction de l'Etat. Par contre cela ne veut pas dire disparition complète d'un Etat.

Au moins dans une première phase les tâches judiciaires, policières et militaires seront nécessaires :

- Un corps de justice indépendant subsistera, soumis à la même loi de contrôle des citoyens, de l'élection et de la révocabilité.

- Pour la police, on ne l'appellera sans doute plus comme ça, ce seront des milices populaires placées sous le contrôle des comités de travailleurs et d'habitants. Tant qu'il s'agit de tâches de proximité, le contrôle est assez facile à réaliser même si ce n'est pas toujours simple et qu'il y a toujours le risque d'abus de pouvoirs locaux. Cela est plus difficile quand on se situe à une échelle plus vaste. Mais cela n'aura rien à voir avec la police actuelle. C'est toute la différence qui existe entre un corps de CRS et un SO de manifestants !

- Enfin qu'advient-il de l'armée ? Il faut distinguer entre la 1^{ère} phase de la nouvelle société et le socialisme ou le communisme pleinement réalisé. Si une révolution triomphe ce sera d'abord dans un seul pays, plusieurs mais il faudra du temps pour qu'elle devienne une réalité à l'échelle mondiale et que l'on parvienne à une coopération internationale des peuples. Des adversaires de la révolution tenteront de reprendre le pouvoir et d'instiguer des contre révolutions comme on l'a vu à de multiples reprises dans l'histoire. Il faudra donc le maintien d'une armée pour défendre la révolution. Quelle forme d'armée ? Difficile à dire d'avance. Il faudra inventer. Mais les chefs devront là encore être élus et révocables comme pour les tâches judiciaires et policières. Il faudra sans doute veiller à une rotation de ces tâches sachant que cela n'est pas simple car elles demandent par ailleurs une formation pour atteindre un certain niveau de compétence.

Ceci posé, ces restes d'état n'auront plus rien à voir avec l'ancien appareil répressif dans la mesure où il ne sera plus un organe permanent coupé de la population mais émanant de la population, élu, révocable et sous son contrôle.

Il faut faire aussi confiance aux capacités d'invention, de dévouement, d'honnêteté de la population laborieuse.

L'autre danger de bureaucratisation peut venir de la subsistance d'une forme d'Etat non pas dans un rôle répressif mais dans son rôle d'administration et de coordination des activités humaines

indispensables comme l'éducation, les transports, la santé, le logement, l'urbanisme, les communications, l'activité économique ...

- Il faudra sans doute décentraliser autant que possible les compétences et prises de décision au niveau local pour tout ce qui concerne les situations de proximité.

Mais un minimum de planification sera nécessaire. L'expérience de l'URSS stalinienne a fait que dans les esprits ont été assimilés plan et bureaucratie. Il n'y a pas de fatalité à ce que les deux soient liés automatiquement. On peut imaginer une planification démocratique qui s'appuie sur la démocratie autogestionnaire, qui décide en fonction des souhaits qui émanent des organes élus et représentatifs de la population. Le système capitaliste produit de façon anarchique et c'est le marché ensuite qui tranche de manière brutale provoquant crises, chômage etc ... Cela devrait être possible de fonctionner à l'inverse et mieux en évitant gâchis, inégalités de richesses : partir de la nécessité sociale et environnementale pour fixer une production de ce qui est nécessaire à la mesure du raisonnable.

3) Faire prévaloir les besoins sociaux

La priorité sera d'abord la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux. L'adhésion et la mobilisation active de la population seront d'autant plus importantes que les gens verront des changements concrets dans leur vie, un réel mieux être. Citation des Principes Fondateurs :

« Les citoyens, les travailleurs sont capables de juger ce dont ils ont besoin. Ils sont même les mieux placés pour le décider. Les grands choix de société aussi bien en matière de répartition des richesses, des choix de transport, de logement, de quelles productions pour quoi faire, de santé, d'éducation, de filières énergétiques devront être débattus publiquement et décidés collectivement, démocratiquement. »

Un principe de base sera la gratuité des « biens communs universels » : éducation, santé, logement, transports ...

4) « Emanciper le travail et s'émanciper du travail »

Dans un premier temps il faut d'abord assurer le droit à l'emploi pour tous, abolir le chômage, appliquer l'égalité du travail homme femme. Les salaires existeront sans doute encore, le principe étant une garantie de ressources, la plus égalitaire possible, permettant à tous de vivre dignement. Avec la fin des rapports d'exploitation liés au salariat déperira l'organisation hiérarchique des rapports dans le travail. Il faut en même temps une réduction massive du temps de travail tout à fait possible dans les pays développés avec le degré de développement des forces productives, si tout le monde travaille, si l'on utilise à plein les capacités de chacun, en supprimant le gâchis, la suppression de productions inutiles et/ou nuisibles comme l'armement, tout ce qui est polluant etc ...

En diminuant considérablement le temps de travail obligatoire, les gens pourront davantage se cultiver, se consacrer à l'activité sociale libre et choisie. C'est une condition nécessaire à la participation de toutes et de tous à la vie démocratique. C'est une condition indispensable pour le progrès social général, grâce à l'élévation générale du niveau d'éducation, de culture et de conscience de la population. L'émancipation sera réelle quand l'humanité dépassera le stade la survie, du travail pour subsister que la société assurera le nécessaire pour vivre. Quand les producteurs auront la maîtrise de la raison et de la finalité de leurs activités. Le travail deviendra une activité de plaisir, une activité réellement choisie et épanouissante pour l'individu.

5) Ecosocialisme

La prise en compte de la dimension écologique des différents besoins doit être au centre d'une planification démocratique. Et c'est là qu'il faut bien s'entendre sur « besoins sociaux ». Qui peut décider quels sont les « vrais » et les « faux besoins » ? La solution n'est pas d'imposer aux populations une norme de consommation, des règles d'ascétisme ou de renoncement au bien vivre.

L'écocialisme n'est pas pour nous le partage de la misère mais des richesses en harmonie avec l'environnement, le climat, la survie de la planète. La vraie question n'est donc pas d'être pour ou contre la croissance ou la décroissance mais de concevoir un développement pour tous sur la terre socialement et écologiquement utile. Les questions ne sont pas simples notamment celle du remplacement des énergies fossiles, celles-ci étant de toutes façon limitées à court terme. Mais à partir du moment où ce n'est plus Monsanto, Areva, Total ou autres prédateurs de la planète qui décideront, on pourra enfin trouver comment ne pas avoir d'OGM dans son assiette, comment s'éclairer et se chauffer sans nucléaire.

6) Développer la révolution mondiale

Développer la révolution dans les autres pays, développer toute une politique en direction des pays développés et sous développés afin de créer un rapport de force mondial capable de renverser le capitalisme à l'échelle mondiale. Ou en tout cas dans un premier temps de constituer un cercle de pays alliés au pays révolutionnaire suffisant pour qu'il ne soit plus vulnérable.

L'expérience a montré que le socialisme dans un seul pays n'est pas possible.

Développer une politique à l'échelle internationale afin de lutter avec d'autres peuples pour :

- L'annulation de la dette des pays du Sud. Celle-ci ne signifie pas résolution de tous les problèmes de famine, de corruption etc mais elle donnerait de l'air aux pays pauvres pour utiliser cette argent à nourrir les populations, développer l'éducation, la santé, le logement.
- Une nouvelle révolution agraire qui permette une répartition des terres, la récupération de leurs terres à tous les peuples qui en ont été spoliés, la fin de l'appauvrissement des sols par les cultures intensives, la fin de la main mise des multinationales sur les semences, la fin des monocultures imposées au détriment des cultures vivrières.
- Politique pour atteindre l'autosuffisance alimentaire partout sur la planète.

Ensuite si une véritable coopération entre les peuples à l'échelle mondiale s'installe on peut concevoir un monde débarrassé des frontières, des guerres, un vrai partage des richesses, un vrai développement harmonieux de l'humanité qui sera à inventer.

Dominique PIERRE- NPA ROUEN
Université d'été Août 2011.